

La Correspondance de la Presse, 23 mai 2019

Nouvelles convocations de journalistes de "Disclose" et du "Monde" par la direction générale de la sécurité intérieure

Une semaine après l'audition de trois journalistes, deux autres reporters sont convoqués par la direction générale de la sécurité intérieure (DGSI). Le premier, M. Michel DESPRATX, a participé à l'enquête sur les armes françaises utilisées dans la guerre au Yémen, diffusée par Disclose (cf. CP du 15/05/2019). La journaliste du "Monde" Ariane CHEMIN est, quant à elle, convoquée dans le cadre de l'affaire Benalla.

C'est par un tweet publié hier matin que la plateforme d'investigation Disclose a fait savoir que M. DESPRATX sera entendu le 28 mai, dans les locaux de la DGSI, comme témoin dans l'enquête pour "compromission du secret de la défense nationale" (cf. CP du 25/04/2019). Un statut que Disclose appréhende comme "une nouvelle tentative du parquet de Paris de contourner la loi de 1881". En effet, "en tant que témoin, notre journaliste ne pourra être assisté d'un avocat" ni faire valoir "le droit au silence", souligne le média. Mais, ajoute-il, "en tant que journaliste, il pourra invoquer le secret des sources".

Grand reporter au quotidien du soir, Mme Ariane CHEMIN, qui a révélé et suivi l'affaire "Benalla", est convoquée le 29 mai, a fait savoir M. Luc BRONNER. Dans un éditorial publié hier, le directeur de la rédaction du "Monde" explique que l'enquête de la DGSI vise les articles du quotidien "sur les affaires d'Alexandre BENALLA, notamment nos informations sur le profil d'un sous-officier de l'armée de l'air, M. Chokri WAKRIM, compagnon de l'ex-chef de la sécurité de Matignon, Mme Marie-Elodie POITOUT".